

[Texte]

government, must become more involved in the care of children.

The concept of child care is seen by some as a threat to the family. We, however, see good child care as a way to strengthen the family unit by relieving the pressures brought about by recent economic and social change. We believe as well that good child care can be beneficial to all children, not just to those whose parents work. Studies have confirmed that quality pre-school programs have a positive impact on the social and intellectual development of children. Early developmental and educational care is a benefit to the entire society and is a responsibility we all must share.

The pre-school population on Prince Edward Island is 11,500. The actual number of licensed child care spaces available in the province—that is, the total number of children that all operators will allow in their programs—is just a little over 2500. The financial involvement of the P.E.I. government with respect to the funding of child care is essentially limited to the child care subsidy program which is managed by the Field Services Division of the Department of Health and Social Services.

The program is cost-shared with the federal government through the Canada Assistance Plan and provides financial assistance to parents to pay for the cost of licensed child care. Eligibility for the subsidy is based on certain social criteria and income level. The 1985-86 budget for the program is \$605,000 and there are currently 319 children being subsidized.

The island government's decision not to provide direct funding for licensed child care programs has affected all aspects of the service in this province, including facilities, salaries and fees. It is inevitable that the quality and quantity of care provided suffers when funding is insufficient or unstable. On Prince Edward Island the financial status of licensed child care facilities is, at best, uncertain. Day care centres rely on parents' fees, including subsidies through the child care subsidy program, for 95% of their total income. In 1982, 41% of day care centres surveyed claimed a loss and only 18% showed a profit. It is not surprising that over half of the centres involved in the survey predicted they would not be operating in 1988.

In comparison to day care centres, kindergartens were found to be more financially stable, but on average were still only break-even propositions. Many child care centres would be worse off financially if it were not for the support of communities and parents.

The largest single expense incurred by day care centres is salaries, constituting 72% of total yearly costs. This is somewhat surprising considering the relatively low rates of pay and few employment benefits offered in the child care field in this

[Traduction]

Certains considèrent les services de garderie comme une menace pesant sur la famille. À nos yeux, cependant, de bons services représentent une manière de renforcer l'unité familiale en réduisant les pressions exercées sur les parents par la conjoncture actuelle. Nous pensons également que tous les enfants et non pas seulement ceux de parents actifs peuvent profiter de ces services s'ils sont bien structurés. Les études réalisées dans ce domaine confirment que des programmes préscolaire de qualité ont un effet positif sur le développement social et intellectuel des enfants. Offrir ces programmes très tôt aux enfants ne peut que profiter à la société toute entière et représente une responsabilité que nous devons tous partager.

L'Île-du-Prince-Édouard compte 11,500 enfants d'âge préscolaire. Or, le nombre total de places offertes par tous ceux qui offrent des services de garderie dans la province s'élève à un peu plus de 2,500. De plus, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard ne finance pratiquement que le programme de subventions aux garderies d'enfants géré par la division des services locaux du Ministère de la Santé et des Services Sociaux.

Les coûts de ce programme sont partagés par le gouvernement fédéral, par le truchement du régime d'aide publique du Canada, qui offrent une aide financière aux parents pour qu'ils puissent défrayer les services de garderie d'enfants homologués. Seul ceux dont le revenu ne dépasse pas un certain niveau et qui répondent à certains critères sociaux ont droit à cette subvention. Pour l'exercice 1985-1986, le budget de ce programme s'élève à 605,000\$ et 319 enfants sont actuellement subventionnés.

La décision prise par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard de ne pas subventionner directement les programmes de garde d'enfants homologués s'est répercutée sur tous les aspects de ce service dans cette province, l'installation, salaires et frais y compris. Il est inévitable que la qualité et la quantité des services offerts souffrent lorsque les fonds manquent ou lorsque les subventions accordées sont instables. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, la situation financière des garderies d'enfants homologués est incertaine. Les garderies dépendent à 95 p. 100 de l'argent que leur versent les parents, y compris les subventions accordées au titre du programme de subventions des garderies. En 1982, 41 p. 100 des garderies sondées ont déclaré des pertes alors que 18 p. 100 seulement ont déclaré des bénéfices. Il n'est pas surprenant que plus de la moitié des garderies qui ont fait l'objet de cette enquête ont estimé que d'ici 1988, elles auront fermé leurs portes.

Comparé aux garderies, les jardins d'enfants sont financièrement plus stables, mais réussissent en moyenne tout juste à rentrer dans leurs frais. De nombreuses garderies auraient davantage de difficultés financières si les municipalités et les parents ne les finançaient pas.

Les salaires, qui représentent 72 p. 100 de l'ensemble des coûts annuels des garderies, constituent leurs plus grandes dépenses. Ce phénomène est quelque peu surprenant étant donné la faiblesse relative des salaires versés et le nombre